

Rwanda : Paris une nouvelle fois mis en cause

Des militaires français appuieraient les troupes gouvernementales et seraient actuellement bloqués dans des sites encerclés par la guérilla, affirmait hier un responsable du FPR. Faut-il voir là une des causes de la précipitation de Paris ?

La décision de la France d'intervenir au Rwanda est-elle motivée par le souci de récupérer des militaires français assistant les troupes gouvernementales et des « témoins gênants » pouvant mettre Paris en cause ? Cette accusation vient d'être portée par le docteur Jacques Bihozagara, membre du Bureau politique du FPR. Dans une interview au quotidien belge « le Soir », il assure : « Nous disposons d'informations suivant lesquelles des militaires français seraient traqués dans des camps militaires à Kigali et nous croyons que l'opération actuelle a aussi pour but de les faire sortir. Nous croyons même que c'est cela la raison déterminante de l'opération prévue, c'est pour cela qu'il faut aller si vite. La France veut brouiller les traces, et nous nous y opposons. »

Des rumeurs avaient déjà couru à ce sujet. L'intervention militaire de la France au profit de la dictature, en 1992 comme en 1990, interdit de les écarter d'un revers de main. Il a même été précisé que ces militaires français restés au Rwanda au-

raient pour tâche d'assurer les transmissions des FAR (Forces armées rwandaises). Une tâche essentielle dans un pays où tous les moyens de communication classiques ont désormais disparu.

« La France est disqualifiée », juge le docteur Bihozagara. Selon lui, « elle a participé à l'attentat contre l'avion du président. Depuis le début, nous avons affirmé que la boîte noire de l'avion se trouvait à Paris et on ne nous a jamais démenti sur ce point. Mais les informations de la boîte noire n'ont jamais été analysées ou communiquées ». Il déclare par ailleurs : « Nous considérons que la France était au courant, sinon complice des plans de génocide : l'entraînement des commandos a été assuré par les Français. Ce sont eux qui leur ont fourni les armes : 80 % des armes que nous avons saisies sur les forces gouvernementales sont d'origine française. »

Pourquoi ce soutien réitéré à la dictature ? « Il y a plusieurs raisons, répond Jacques Bihozagara. La première est que la France ressent une dette morale à l'égard du Rwanda, et que le gouvernement se sent pressé de faire quelque chose, y compris se lancer dans l'aventure. Mais nous pensons aussi que, dans les troupes en débandade, il se trouve des témoins gênants qui pourraient mettre la France en cause... A noter que, si l'on en croit une dépêche récente d'Associated Press, les membres de la MINUAR à Kigali ne cachent pas leur conviction que l'éventuelle arrivée de soldats français ne pourrait que rendre leur travail plus dangereux. « Je serai dans le prochain avion si les

Français débarquent », a confié un casque bleu au journaliste d'AP.

Journaliste au « Soir », Collette Braeckman se fait l'écho, dans un autre article, de témoignages recueillis auprès de réfugiés rwandais en Belgique. Ils concernent la période du début des massacres, après l'assassinat du général-président Habyarimana. « Il y avait des centaines de familles accrochées au portail de l'ambassade (de France - NDLR) auxquelles on refusait l'entrée. » Selon cette personne, qui a confirmé ses dires devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, on retrouvait alors à l'intérieur de l'ambassade « tous les dignitaires du régime, ainsi que le directeur de la radio et ses subalternes connus pour leurs appels au massacre ».

Puis elle poursuit : « A tout moment, ces dignitaires du régime sortaient avec leurs escortes de militaires pour circuler dans les quartiers en flammes et, à leur tour, tenaient des réunions à l'ambassade pour parler de l'évolution de la situation, dresser le bilan des victimes ou regretter que telle ou telle personne n'ait pas encore été tuée ou tel ou tel quartier pas encore nettoyé. »

Avant même d'avoir reçu le feu vert de l'ONU, le gouvernement français et l'Elysée ont décidé d'envoyer des troupes sur la frontière zaïroise. « Chaque heure compte », s'est exclamé François Mitterrand. Mais compte pour faire quoi ? Les précédents de 1990 et 1992 incitent au scepticisme quant aux préoccupations « humanitaires » de Paris. JEAN CHATAIN

Victime de la milice



Les commandos de massacreurs ont été entraînés et armés par la France. Cette vérité est maintenant dûment établie. Les charniers qui ensanglantent la terre rwandaise n'existeraient pas sans le soutien apporté par Paris à la dictature en 1990 et 1992. Enfants, femmes, hommes, les pogroms n'ont épargné personne. Cette photo a été prise par l'envoyé spécial de « l'Humanité », Jean Chatain, à Rukara, préfecture de Kibungo, où plus de 700 cadavres pourrissent sur la place de l'Eglise.



L'hélicoptère de combat franco-allemand Tigre, l'une des vedettes d'Eurosatory 1994. La course au militaire va de pair avec la multiplication des plans de licenciement au sein du consortium Eurocoptère.

Paris, capitale des marchands de canons

Eurosatory, le plus important salon mondial d'armement terrestre, a ouvert ses portes hier matin. François Léotard a réaffirmé la priorité à « l'Europe de la défense ». Les industriels ont vanté le couplage franco-allemand sur fond de bannière étoilée.

COTE pile, les autorités multiplient les discours tendant à faire passer Paris pour capitale de l'action humanitaire. Côté face, dans les luxueux bungalows installés à l'aéroport du Bourget, officiels et marchands de canons se congratulent à la perspective de juteuses affaires. Ainsi Emile Blanc, le président du salon, se félicite qu'après une période de déprime, « les prises de commandes 1993 sont importantes et laissent bien augurer de l'activité des prochaines années ». Le même chante les louanges de la majorité parlementaire (droite et socialistes) et du gouvernement pour la loi de programmation militaire récemment adoptée. De plus, il voit en cette dernière un excellent tremplin aux appétits du secteur vers l'exportation.

Il est significatif que François Léotard, le ministre de la Défense, ait choisi l'inauguration de ces 90.000 mètres carrés d'exposition et de démonstration où s'étalent cinq cent trente exposants de 17 pays européens, des Etats-Unis et du Canada, pour se vanter que la

France vient de « provoquer une réunion extraordinaire du Conseil de l'UEO sur le Rwanda ». Rappelons que l'Union de l'Europe occidentale — le traité de Maastricht en a fait le « bras armé » de l'Union européenne — constitue le « pilier » européen de l'alliance Atlantique. Lors du récent débat sur la loi de programmation militaire, François Léotard a tenté de présenter le renforcement de l'UEO comme une initiative d'indépendance à l'égard des Etats-Unis. Quelques jours plus tard, lors de sa visite à Paris, le président Clinton a remis les pendules à l'heure. S'exprimant sur cette question devant l'Assemblée nationale, il a félicité les gouvernements européens de mettre en œuvre « une proposition américaine ».

Après l'évocation du Rwanda, dans un lieu et dans des termes qui n'ont laissé aucune place à la condamnation du génocide et à la promesse d'une aide véritablement humanitaire, le ministre de la Défense a consacré l'essentiel de son propos à « l'Europe de la Défense ». Faisant de celle-ci la priorité des priorités, il a déclaré hors de question de « laisser passer la chance historique qui se présente aujourd'hui de bâtir » cette Europe-là. Le très balladurien président d'honneur du PR a estimé que l'affaire constitue « d'abord un projet politique ». Puis, passant à l'Eurocorps, il a insisté sur le fait que « des forces communes » impliquaient « la construction de matériels communs ».

François Léotard s'est alors félicité de « spectaculaires rapprochements industriels » dont « le noyau dur » doit être constitué par les projets franco-

allemands. le ministre a conclu sur la coopération avec les Etats-Unis. C'est également en faveur de la formation d'un vaste complexe militaro-industriel à l'échelle de l'alliance Atlantique qu'il plaider le président d'Eurosatory et du groupement des industries de matériels de défense terrestre (GICAT). Il s'est d'ailleurs félicité de la présence, pour la première fois, de plus de soixante entreprises nord-américaines à ce salon très spécial et réservé aux professionnels. La signature annoncée d'une « charte » entre les industriels allemands, belges, britanniques, danois, espagnols, français, italiens, norvégiens, portugais, suédois et turcs vise d'ailleurs, selon ses promoteurs, à créer les conditions d'alliances avec les groupes américains. Et donc, de concurrence encore plus féroce.

Les discours prononcés hier au Bourget confirment pleinement l'appréciation portée par les parlementaires communistes sur la loi de programmation militaire. Celle-ci prévoit 615 milliards de francs de dépenses d'équipement pour les cinq prochaines années. En voulant faire de la France le fer de lance de l'Europe militaire, elle vise également à réactiver les exportations d'armement pour lesquelles notre pays a régressé de la troisième à la cinquième place. Seuls à avoir voté contre ce texte, les députés et les sénateurs communistes ont pour leur part proposé que, au-delà de la couverture des strictes besoins de la défense nationale, soit engagé un programme de reconversion afin de donner la priorité aux besoins civils tant en France que dans le cadre de coopérations internationales. M. B.